

arrivés au Canada entre le 1<sup>er</sup> avril 1951 et le 31 mars 1952 étaient des travailleurs (en fondant cette supposition sur la proportion de travailleurs entrés en 1954) et que chacun d'entre eux a ajouté au total \$2,000 de pouvoir d'achat annuel en raison de ce qu'il a gagné et dépensé afin de subvenir aux besoins de sa famille, il y aurait lieu de se demander dans quelle mesure cet apport a ajouté à l'augmentation du montant économisé ou dépensé par les consommateurs dans tout le pays. La réponse à cette question donnera une idée de l'importance de la consommation par les immigrants, par rapport à l'augmentation de la consommation dans tout le pays. Or, ces 105,610 travailleurs ajouteront, cette année-là, avec leur \$2,000 chacun, pour \$211,220,000 de pouvoir d'achat.

Au total, les achats personnels de biens et de services, plus les économies personnelles, ont atteint 14 milliards et 1.5 milliard respectivement pour l'année civile 1952, soit au total 15,753 millions. L'augmentation pour 1952 par rapport à l'année précédente a été de 15,753 millions moins 14,633 millions pour l'année précédente, soit une augmentation de dépenses de consommation, ajoutée à celle des économies, de 1,070 millions. Si l'on exprime la chose sous forme de pourcentage du total de l'augmentation, on arrive, en ce qui concerne le revenu dépensé ou économisé en tout par les immigrants, pour cette année-là, à 20 p. 100. C'est là une contribution importante à l'augmentation des dépenses de consommation des Canadiens.

On trouve aussi d'autres chiffres intéressants qui se fondent en partie sur la déclaration faite par le chef du service d'information du ministère. Il semblerait que, depuis quelques années, bon nombre d'immigrants aient apporté chez nous des sommes assez importantes. Il ne faut pas obligatoirement voir en l'immigrant celui qui débarque chez nous sans le sou. Entre janvier 1946 et décembre 1953 les immigrants ont apporté, au total, en espèces, environ 415 millions, soit en moyenne \$425 par personne. En 1953 seulement ce total aurait été de 75 millions ou, en chiffres ronds, d'environ \$450 par immigrant.

S'il est vrai qu'une bonne partie de cet argent a pu être dépensé immédiatement après l'arrivée pour les dépenses de consommation courante, il reste que, d'une façon ou d'une autre, les immigrants ont largement contribué aux placements dans l'industrie canadienne. Il est même souvent arrivé qu'ils aient établi chez nous des entreprises complètement nouvelles. De 1949 à 1954, dans la seule province d'Ontario, 350 nouvelles sociétés ont été établies par des immigrants.

Dans son discours, le chef du service d'information du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration a parlé d'une société fondée au Canada par un immigrant, qui emploie plus de 4,000 personnes, et a fait remarquer que les sociétés de ce genre qui emploient 100 personnes ou plus ne sont pas rares, tant s'en faut. Il y a dans presque toutes les parties du pays de petites entreprises fondées par des immigrants et qui emploient d'un à 30 ou 40 ouvriers.

C'est sur cela que se fonde notre conviction que, d'après la statistique, le Canada peut, au long aller, recevoir encore plus d'immigrants et non pas moins, sans nuire au chômage, si l'on crée le climat d'essor dont j'ai parlé tout à l'heure. C'est au gouvernement qu'il incombe de créer ce climat. A la longue, une telle ligne de conduite accroîtra les occasions d'emploi au Canada.

En second lieu, si nous reprochons au gouvernement de ne pas conformer sa politique d'immigration aux besoins et aux responsabilités du Canada, c'est que sa négligence de l'immigration britannique nous inquiète. Nous avons déjà parlé de cette question. Nous répétons ce que nous avons dit clairement alors. Nous ne sommes pas d'avis que la politique d'immigration doive favoriser excessivement ou injustement un pays en particulier au détriment d'un autre. Nous estimons, je le répète, que le Canada tout entier devrait rendre hommage, comme il convient, aux gens venus de quelque pays que ce soit. Mais nous blâmons le Gouvernement de n'avoir pas suffisamment attaché d'importance ou d'attention à ces ressources virtuelles où puiser les immigrants les plus souhaitables. Ce que nous reprochons au Gouvernement en ce domaine, c'est plutôt d'avoir sous-estimé l'immigration britannique que d'avoir trop encouragé toute autre immigration aux dépens de l'immigration des îles Britanniques.

Les chiffres sont intéressants; ils révèlent une nouvelle orientation des tendances. Je vais en consigner quelques-uns au compte rendu. La statistique afférente aux années comprises entre 1950 et 1954 inclusivement, établit que l'immigration britannique a parfois représenté alors juste un sixième de l'immigration totale annuelle. La moyenne n'est pas supérieure au quart de l'immigration totale au cours de la période d'après-guerre. Pendant le débat, d'autres députés exposeront à la Chambre avec certaines précisions les lacunes de la politique gouvernementale en ce domaine. Pour ma part, je me contenterai de tracer un tableau général de la situation.

Le Gouvernement, je le sais, a parfois prétendu qu'il ne peut obtenir d'immigrants de choix du Royaume-Uni. Il n'y est pour rien, dit-il; il ne suscite aucun obstacle; il